

Synthèse régionale

Une année économique encore morose dans les Pays de la Loire

Marianne Borzic, Insee

Des évolutions d'emploi en berne, dans la tendance nationale

En 2014, le PIB de la France progresse de 0,2 % après + 0,7 % en 2013. Reflétant la faiblesse de la croissance économique nationale, l'emploi salarié recule dans la région pour la troisième année consécutive, et de manière un peu plus marquée qu'en 2013. Entre fin 2013 et fin 2014, la région a perdu 4 400 emplois salariés dans les secteurs principalement marchands, une contraction de même ampleur qu'en France (-0,5 %). L'année 2014 s'achève toutefois par une légère hausse de l'emploi salarié régional : + 0,1 % au quatrième trimestre.

Une année difficile pour la construction et, dans une moindre mesure, l'industrie

Comme au niveau national, la situation des Pays de la Loire varie selon les secteurs d'activité.

En 2014, elle continue à se détériorer notamment dans la construction. Dans un contexte de repli de l'investissement des ménages français, la vente et la construction de logements neufs sont en fort recul dans la région, au plus bas depuis le pic de la crise de 2008. Les pertes d'emploi se poursuivent ainsi dans ce secteur, au même rythme qu'en 2013, mais plus faible que pour l'ensemble de la France.

L'industrie, dont l'activité et l'emploi reculent au niveau national, enregistre également des pertes d'emploi dans la région. La filière équipements mécaniques, électriques et électroniques, l'industrie agroalimentaire et le secteur de l'équipement automobile réalisent de bonnes performances en termes d'exportation tandis que la construction navale et l'aéronautique marquent le pas.

Selon l'enquête annuelle de la Banque de France dans les Pays de la Loire, un nouveau repli d'activité dans la construction est prévu en 2015 tandis que l'activité devrait se redresser dans l'industrie. Cette progression s'accompa-

gnait d'une accélération des investissements industriels.

Un bilan mitigé au sein du secteur tertiaire marchand

Dans les Pays de la Loire, le tertiaire hors intérim est le seul grand secteur où l'emploi est bien orienté depuis fin 2009. Il progresse en 2014, un peu plus fortement qu'en 2013.

En son sein, le secteur du commerce, soutenu par l'accélération de la consommation des ménages français, enregistre une légère hausse de l'emploi dans la région. L'emploi augmente également dans l'hébergement-restauration, en lien notamment avec l'activité touristique. Après une année 2012 difficile, elle redémarrait en 2013 et continue sur cette voie en 2014. La fréquentation des campings croît nettement par rapport à l'année passée grâce à la clientèle française.

Le secteur de l'information-communication connaît la croissance de l'emploi la plus forte, trois fois supérieure à celle observée au niveau national. La Banque de France prévoit encore une hausse d'activité marquée dans ce secteur en 2015.

En revanche, le secteur des transports connaît comme en 2013 des baisses d'activité avec une diminution des volumes acheminés sur les routes de la région. La diminution du trafic du port de Nantes Saint-Nazaire se poursuit aussi. Parmi les rares signes de dynamisme, le transport aérien à bas coût qui dope la fréquentation de l'aéroport de Nantes. L'emploi salarié du secteur des transports dans la région diminue légèrement entre fin 2013 et fin 2014.

Enfin, les services financiers et services aux entreprises connaissent des évolutions d'emploi positives dans la région, tandis qu'elles sont négatives dans les services aux ménages et surtout dans les services immobiliers.

Une production agricole en hausse

L'année 2014 est marquée par de bonnes récoltes régionales en grandes cultures, viticulture et légumes. Les livraisons de lait, les abattages de volaille et de viande bovine sont en progression. Le prix moyen du lait payé aux producteurs s'apprécie au cours des trois premiers trimestres. Toutefois, l'embargo russe sur les produits alimentaires, la concurrence européenne et une abondante production mondiale de céréales pèsent sur les prix agricoles.

Hausse des créations sous le régime d'auto-entrepreneur

Le nombre de créations d'entreprises a globalement augmenté en 2014 par rapport à 2013. L'accroissement des créations d'auto-entreprises compense le repli des immatriculations d'entreprises individuelles hors auto-entreprises.

Un record du taux de chômage

Conséquence logique des destructions d'emplois, notamment dans une région à fort dynamisme démographique, le nombre de demandeurs d'emploi des catégories A, B et C, en hausse depuis juillet 2011, continue de croître dans la région. Ainsi 304 500 personnes sont inscrites à Pôle emploi fin 2014, 7,8 % de plus qu'un an auparavant. Alors que l'année 2013 s'était achevée sur une stabilisation du taux de chômage dans les Pays de la Loire, il progresse de nouveau en 2014. Il s'établit en fin d'année à un niveau élevé pour la région (9,0 %), un record depuis 17 ans. Cette évolution est comparable à celle enregistrée au niveau national. Cependant, les Pays de la Loire demeurent parmi les régions les moins touchées. Fin 2014, en Loire-Atlantique, en Vendée et en Mayenne, les taux de chômage (respectivement 8,8 %, 8,6 % et 6,9 %) sont moins proches du niveau métropolitain (10,0 %) que dans les autres départements ligériens (10,1 et 9,5 % dans la Sarthe et le Maine-et-Loire). ■

Contexte national

En 2014, l'économie française croît faiblement, le pouvoir d'achat des ménages accélère

Laurent Clavel, Insee

Légère accélération de l'activité mondiale

En 2014, l'activité mondiale accélère légèrement : la reprise s'affermi dans les pays avancés, tandis que la croissance fléchit dans la plupart des pays émergents.

Dans les pays avancés, l'accélération de l'activité recouvre un décalage conjoncturel entre d'une part les pays anglo-saxons et d'autre part la zone euro. Ainsi, l'activité progresse à un rythme soutenu dans les premiers. La zone euro, en revanche, après deux années de contraction de l'activité, ne renoue que timidement avec la croissance et les hétérogénéités y restent fortes. La croissance de la zone se redresse surtout à la fin de l'année, sous l'effet notamment de deux *stimuli* extérieurs : d'une part le prix du pétrole baisse fortement au second semestre, d'autre part l'euro se déprécie nettement par rapport au dollar.

Dans les pays émergents, l'activité ralentit pour la quatrième année consécutive, sous l'effet de l'essoufflement de la croissance chinoise, mais aussi de la dégradation dans plusieurs autres grands pays, notamment le Brésil et la Russie.

L'économie française croît faiblement

En 2014, le PIB de la France progresse de 0,2 % après +0,7 % en 2013 (*figure 1*).

La demande intérieure hors stocks est le principal contributeur à la croissance du PIB, à hauteur de +0,5 point, comme en 2013. La consommation des ménages accélère légèrement (+0,6 % après +0,4 % en 2013). La demande intérieure est également soutenue par le dynamisme des dépenses de consommation des administrations publiques (+1,6 %, comme en 2013), tandis que leur investissement recule fortement (-6,9 % après +0,1 % en 2013). L'investissement des entreprises non financières se redresse (+2,0 % après +0,5 % en 2013), alors que l'investissement des ménages, principalement en logements, se replie pour la troisième année consécutive (-5,3 % en 2014). Au total, l'investissement de l'ensemble des

secteurs se replie en 2014 (-1,2 %) plus fortement qu'en 2013 (-0,6 %).

En 2014, les exportations gagnent en dynamisme (+2,4 % après +1,7 % en 2013). Mais les importations accélèrent plus vivement (+3,8 %, après +1,7 %). Au total, la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB devient négative (-0,5 point après une contribution neutre en 2013) (*figure 2*).

Par branche, l'activité est portée par les services marchands (+0,5 % après +0,7 %), les services non marchands (+1,0 % après +1,2 %) et l'agriculture (+8,5 % après -1,9 %). L'activité de la branche énergie-eau-déchets se replie fortement (-2,1 % après +2,2 % en 2013), en raison d'un climat doux en début comme en fin d'année. La construction recule fortement (-3,6 %), après une quasi-stabilisation en 2013 (+0,1 %). L'activité dans l'industrie manufacturière se replie (-0,7 % après +0,5 %).

1 Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution

- Consommation des ménages
- Demande publique (1)
- Investissement privé
- Échanges extérieurs
- Variation de stocks
- Produit intérieur brut (PIB)

variation annuelle en %, contributions en points



(1) : y compris Institutions sans but lucratif au service des ménages.
Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

Le pouvoir d'achat rebondit

Le pouvoir d'achat rebondit (+1,1 % après -0,1 % en 2013). En termes nominaux, le revenu des ménages gagne en dynamisme (+1,1 % après +0,7 % en 2013), alors que les prix de la consommation décélèrent de

nouveau nettement (0,0 % après +0,8 % en 2013).

L'emploi total croît légèrement

L'emploi salarié marchand non agricole recule légèrement (-0,2 % en moyenne annuelle), en raison du faible rythme de croissance de l'activité. Mais, grâce aux créations nettes d'emplois dans les branches non marchandes, principalement des contrats aidés (notamment la montée en charge des emplois d'avenir), l'emploi total augmente en moyenne sur l'année (+0,3 %) et le taux de chômage est quasi stable en moyenne annuelle (10,2 % après 10,3 % en 2013). ■

2 Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			En milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB en volume
	2012	2013	2014		
Produit intérieur brut (PIB)	0,2	0,7	0,2	2 060,9	0,2
Importations	0,7	1,7	3,8	630,1	-1,2
Consommation effective des ménages, dont :					
- dépenses des ménages	0,2	0,6	0,9	1 464,8	0,7
- dépense individualisable des administrations	-0,3	0,4	0,6	1 094,9	0,3
Consommation collective des administrations publiques	1,5	1,6	1,6	546,0	0,4
Formation brute de capital fixe, dont :					
- entreprises non financières	1,4	1,9	0,8	175,9	0,1
- ménages	0,2	-0,6	-1,2	443,1	-0,3
- administrations publiques	-0,2	0,5	2,0	248,8	0,2
Variations de stocks (contribution à la croissance)	-2,1	-1,5	-5,3	98,8	-0,3
Exportations	1,8	0,1	-6,9	75,2	-0,3
Variations de stocks (contribution à la croissance)	-0,6	0,2	0,2	10,0	0,2
Exportations	2,5	1,7	2,4	593,6	0,7

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.